

**Turquie - Union européenne -
Propos de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international, à
la radio nationale suédoise
«Sveriges Radio»
(Stockholm, 13 mars 2017)**

Nous ne pouvons pas continuer à avoir une relation d'une telle violence, de tels propos entre des pays membres de l'Union européenne et la Turquie. Il y a une campagne électorale actuellement en Turquie pour un référendum. C'est une campagne qui a une intensité très forte et les partisans du président Erdogan veulent venir faire des réunions publiques dans les pays européens où habitent, vivent les ressortissants turcs qui ont le droit de participer aux élections. Donc c'est comme cela que ce problème s'est produit. Je pense qu'il faut sortir de la relation agressive dans laquelle cette situation a mis la relation entre la Turquie et l'Union européenne. On ne peut pas accepter cette escalade verbale et cette agressivité. Ce n'est pas acceptable d'attaquer l'Allemagne en évoquant le nazisme ou les Pays-Bas en évoquant le fascisme. J'appelle à l'apaisement.

En même temps, la France a été confrontée comme la Suède, où je suis, à Stockholm, à une demande d'organisation de réunions publiques, de réunions de campagne. C'était le cas notamment à Metz. La France est attachée à l'État de droit, à la liberté d'expression, à la liberté de réunion. Donc c'est le premier principe et j'ai discuté avec ma collègue suédoise qui pense exactement la même chose. Lorsqu'une demande de réunion est faite, il faut examiner s'il y a des risques de trouble à l'ordre public. S'agissant de la réunion de Metz, c'est ce qui a été examiné. Il s'est avéré qu'il n'y avait pas de menace à l'ordre public, c'est la raison pour laquelle cette réunion a été acceptée. Ça, c'est le principe. Ensuite je demande aux participants turcs à ces réunions de tout faire pour respecter les principes. D'abord pas d'ingérence dans la politique intérieure - en ce qui concerne la France ce principe a été respecté - mais par ailleurs pas d'attaque et pas d'agressivité verbale contre des pays européens. C'est une nécessité. Et donc il est grand temps que chacun reprenne son sang-froid et revienne à l'essentiel.

S'agissant de la Turquie, évidemment nous sommes très attentifs à tout ce qui se passe en Turquie, qui est un pays membre du Conseil de l'Europe. Et être membre du Conseil de l'Europe, c'est respecter tous les principes de droit auxquels on adhère. Lorsque l'on est membre du Conseil de l'Europe, on est membre aussi de la Convention européenne des droits de l'Homme. Tout cela doit être rappelé et la France le rappelle. Quand j'appelle à l'apaisement, je n'appelle pas à l'abandon des principes et des valeurs. Et je constate que ce message est entendu, que nos amis néerlandais ont pu apprécier les déclarations que j'ai pu faire dimanche, et j'ai noté aussi que Mme Federica Mogherini et le commissaire aux coopérations régionales et aux coopérations avec les pays voisins, Johannes Hahn ont dit exactement la même chose aujourd'hui à Bruxelles. Donc chaque pays membres de l'Union européenne est maître de son droit interne en matière d'organisation et d'autorisation de réunions publiques, mais par ailleurs l'Union européenne partage des valeurs et les pays membres de l'Union européenne partagent des valeurs et ils entendent que ces valeurs soient

respectées.

Q - Mais du côté turc, ce n'est pas vraiment entendu...

R - J'appelle à l'arrêt de la fuite en avant. Quand je parle d'apaisement, je veux dire que chacun doit y prendre sa part, et en tout cas en ce qui concerne les pays membres de l'Union européenne, nous sommes très attachés au principe de droit, au respect du droit et aussi aux valeurs. Nous n'accepterons pas de rentrer dans une escalade. Donc ce message, il s'adresse à tous, mais s'agissant des autorités turques, évidemment j'espère que ce message sera entendu.

(...)

Q - Est-ce qu'il n'y a pas une erreur des Néerlandais au départ ...

R - Je ne veux pas porter d'appréciation sur une situation qui maintenant relève du passé. Il faut construire l'avenir. En tout cas la France veut contribuer à l'avenir, et cet avenir c'est un avenir de dialogue, un avenir de respect du droit, de respect des valeurs et de respect des uns et des autres. Et quand on rentre dans une logique d'agression verbale, c'est toujours un risque. Donc je pense qu'il est temps de revenir aux principes. (...)/.